

Les Temps Modernes, 1985, n°465, pp.1910-1924

Jean-François Laé  
Numa Murard

## FORMES DE CONSOMMATION POPULAIRE

### *L'économie de survie*

Souvenez-vous de la trame du film *Affreux, sale et méchant* d'Ettore Scola. Le vieux patriarche d'un taudis italien détient un secret ! Il vient de percevoir « un million », d'une allocation d'handicapé, pour avoir perdu un œil par un jet de chaux vive. Toute sa famille rôde autour de lui, de ses cachettes, pour trouver le magot, et le supplie de leur en donner un peu, juste cent liras, ou un simple petit billet. Voilà qu'une vingtaine de personnes sont « électrisées » par ce million-sauveur au secret. La vie dans les baraquements en bois continue, chacun vaque à ses préoccupations, et sans cesse chaque dispute rebondit sur le million paradisiaque, attirant le vieux dans des pièges qui échouent un à un, jusqu'au pacte affreux où toute la famille élargie décide de lui fêter son anniversaire, une fête maléfique ! De la même manière, Roger Knobelspiess dans le *Roman des Ecameaux*<sup>1</sup>, est invité, un dimanche, chez sa mère Gaby: « Elle palpait d'émotion. Son regard malicieux d'insondable complotreuse, allait me révéler un de ces lourds secrets propres à l'existence des petites gens... Elle mit des prudences ; il me semblait la voir rêver, surgir de derrière le poids de son existence. — J'ai gagné le tiercé !... — Combien ? — Mais attends. Elle voulait s'amuser de moi, me faire prêter

1. *Le Roman des Ecameaux*, Grasset, 1984, pp. 45-46.

un serment de discrétion... — Ecoute-moi : un million au tiercé... oui, il fait le million, ils l'ont dit à la télé. J'ai quatre mille francs sur mon livret de Caisse d'Epargne. Si j'arrive à économiser, j'aurais peut-être deux millions à la fin de l'année. » Gaby est éblouie, les yeux vifs, puis elle se reprend, inquiète : « Faut le dire à personne. » Dans l'une des cités de transit où nous avons récemment travaillé<sup>2</sup>, nous avons observé la place importante du jeu, en particulier les tiercés et les quartés qui se jouent dans la semaine.

La famille Kerboule — avec ses deux enfants, un frère handicapé et le grand-père à domicile — avait ainsi gagné, miraculeusement, 38 000 francs au quarté, ce qui avait mis en émoi toute la cage d'escalier, chacun promettant de garder le secret afin de protéger ses arrières. En quelques heures à peine, toute la cité était au courant grâce au bouche à oreille prompt et efficace. Ce secret de polichinelle est intéressant, non pas tant pour analyser la qualité de la rumeur publique — son rôle et ses fonctions dans la vie quotidienne d'une cité — que pour saisir l'importance que revêt l'arrivée d'un « million » dans une cage d'escalier. En effet, l'argent parvenant à la famille Kerboule va les hausser au rang des « riches » de la cité, mais plus encore va enflammer quatre familles voisines qui bénéficieront des « retombées » de ce cataclysme, faisant vivre douze adultes et onze enfants sur deux années entières — par des relations d'achats, de ventes, de redistributions, de services mutuels — où ils devront marchander, négocier, réclamer, transiger. Les échanges prendront en compte les sentiments filiaux, l'amitié, la réputation, la beauté physique, la capacité à raconter des histoires, les savoir-faire en bricolage ou dans l'art ménager. Le million crée autour des individus un nouvel agencement. Un agencement criminel autour « du vieux » d'Ettore Scola, un réseau de secret autour de la mère de Roger K., une maximisation d'échanges de services autour des Kerboule. La valeur n'est pas dans l'éternelle utilité écono-

2. Recherche sur « Les réseaux économiques souterrains en cité de transit », financée par le CNAF et le Plan-Construction, Epsilon, 1982-1984 (Numa Murard et Jean-François Laé). Cette recherche porte sur quatre cités de transit en Seine-Maritime, petites cités de 30 à 80 logements, construites spécialement pour éponger une partie de l'habitat insalubre (publication en cours).

mique mais dans le déplacement d'un agencement collectif. Le million devient un centre de gravité parce qu'il déplace tous les espoirs de s'enrichir... et si chacun gagnait au tiercé, au loto, et si d'aventure une allocation handicapé nous tombait dessus... « *il ne faut pas dépasser les bornes* » est la juste expression pour indiquer qu'une frontière a été franchie dans cette économie de survie.

Le rapprochement de ces trois histoires — film, roman, situation observée — fait aussi apparaître des cités anémiées par la rareté de l'argent, où les moindres flux monétaires sont patiemment attendus et représentent de véritables nerfs sociaux, où le jeu de chance est travaillé au corps durant de longues années, et où les intensités relationnelles et les codifications sociales jouent un rôle décisif. Elles nous font voir que tout être est un être d'accumulation : économique, de connaissances, d'espaces de confiance et relationnels, d'affections, d'expériences, d'objets matériels, etc. ; que cette accumulation s'effectue comme une accumulation de puissance où l'individu est « intensifié » de visions, de désirs, de forces actives et réactives, et nous rappellent que les cités de transit, même exsangues, vidées de toute richesse, charrient des valeurs économiques singulières coagulées à des séries d'appréciations et des jugements moraux. Entre les individus qui ont des revenus fixes et permanents et ceux qui sont dans une économie de rupture, comme dans ces cités, il y a une différence d'appréciation des flux monétaires. Avant même que les millions embrasent la cage d'escalier des Kerboule, les individus se comportaient « comme si l'argent était là », comme si la répartition pouvait s'opérer par anticipation. L'anticipation des flux monétaires est une gymnastique d'assouplissement nécessaire dans une économie de survie. « Les millions » sont bel et bien à un individu, mais en même temps chaque proche peut prétendre à une « commission » au prorata de sa cote d'estime, suivant son dévouement, son statut potentiel et sa place dans cet agencement socio-affectif. Ainsi la rareté de l'argent oblige les individus à se replier sur d'autres valeurs-objets.

Pour saisir les valeurs économiques de certaines couches populaires, nous voudrions exposer les formes courantes de consommation propres à l'économie de survie pour en dégager des hiérarchies à travers des valeurs étalons, sortes de systèmes

d'équivalence qui permettent la circulation des biens et des individus.

### *Economie de rupture.*

Rappelons quelques données simples. Dans les cités de transition étudiées, les ressources globales sont composées de bouts de salaire et de chômage : 25 à 45 %, des transferts sociaux : 55 à 75 %, de l'économie souterraine : 5 à 10 %. L'expérience des ruptures économiques, les revenus aléatoires, les trous budgétaires prolongés imprègnent les dépenses comme un rythme musical imprime une mélodie. Entre les ressources globales et les modes de consommation, les pratiques sociales modulent les flux monétaires ; à chaque « entrée » d'argent ne correspond pas une « sortie » fixe et définitive. Dans cette économie de survie, le moindre flux monétaire — par exemple les 5 ou 10 % de l'économie souterraine — prend un sens et une importance déterminante dans la vie quotidienne. Qu'une rupture de stock alimentaire intervienne, et quelques réseaux d'échange pourront fonctionner ; qu'une coupure d'électricité se prépare, et l'on cherchera un nouvel emprunt auprès d'un voisin. Qu'une poursuite judiciaire devienne pesante, et l'on vendra une partie du mobilier ou l'on ira travailler dans un jardin avoisinant.

### *Une hiérarchie des dépenses : se nourrir.*

La première préoccupation des habitants, ce n'est ni le blé, ni l'or ! mais le remplissage du frigidaire en nourriture et des placards en boîtes de conserve. La première tâche de la famille Kerboule a été de mettre des cadenas, serrures, loquets à chacune des portes de l'appartement, de chaque placard pour protéger les biens et les futures réserves alimentaires. Un trousseau de clés bien garni permet d'ouvrir les placards où vont s'entreposer 20 litres de lait, 30 sachets d'herbes de provence, 10 boîtes de poivre, deux sacs de 40 kg de patates, 10 kg de nouilles, des conserves... bref, toute une alimentation pour tenir l'hiver.

Le ventre n'attend pas les soubresauts de la conscience,

mais d'abord la trilogie de l'indispensable : pain, patates, lait ; le surplus d'argent sera destiné à la viande, charcuterie et volaille. Parfois le frigo se vide plus vite que ne se remplit le porte-monnaie. Le repas familial accueille fréquemment un oncle, une tante, des voisins ou leurs enfants, dont le frigo est vide. Le repas est gratuit, mais si cela doit se reproduire au-delà de dix jours, et pour une famille entière, un échange peut s'établir soit en courses alimentaires, soit en service ménager, soit par quelques menus travaux. C'est à ce moment crucial que les bons alimentaires du bureau d'Aide sociale prennent toute leur valeur. Une valeur d'achat, d'échange ou une monnaie interne à la cité. Dans une famille, ce peut être la possibilité pour un homme sans salaire et privé de droits au chômage de participer au budget familial. Dans le cadre d'un réseau d'échanges, c'est l'occasion d'acheter la viande ou les légumes pour le couscous d'un soir et de justifier ainsi sa présence à la même table les autres soirs.

#### *Rétablir gaz et électricité.*

Si le frigo et les placards résistent aux ventres et à la bourse, il devient possible de faire rétablir le gaz ou l'électricité de la maison. Les coupures d'électricité sont fréquentes et suivent la courbe des ressources globales des cités ; elles représentent une préoccupation prioritaire vis-à-vis du loyer. Et si vraiment vous ne pouvez payer ? La seule solution est de trouver un branchement provisoire chez le voisin, en attendant l'arrivée d'argent qui permettra la réouverture du compteur. Cette pratique est courante et donne lieu à des marchandages délicats, car il est difficile d'évaluer ensuite la part d'électricité qui revient au voisin que l'on a ainsi obligé. Prises multiples, rallonges et douilles voleuses font partie du nécessaire du parfait citadin ; c'est toujours une façon de reculer pour éviter de sauter. Pour éviter les va-et-vient à l'EDF, les tracasseries administratives, les admonestations des employés de l'EDF, le coût de réouverture du compteur, certaines familles installent elles-mêmes des chauffe-eau à bouteille de gaz, plus onéreux que le gaz de ville, mais permettant d'avoir de l'eau chaude en permanence en évitant des combats administratifs interminables.

D'être sans cesse mis en demeure de justifier l'absence de revenus amène des pratiques d'évitement des administrations quelles qu'elles soient. Même ainsi, il arrive qu'une famille ne dispose pas des 65 F nécessaires à l'achat d'une bouteille de gaz pleine au moment où l'ancienne rend son dernier souffle. On va alors faire cuire ses plats chez le voisin, pendant un temps qui peut être plus ou moins long. Cela oblige à des déplacements incessants de personnes et de gamelles. Et pose le même problème comptable que l'électricité. Deux familles particulièrement démunies ont trouvé une solution économique et équitable. On mange un jour chez l'un et le lendemain chez l'autre. Dans ces pratiques sociales, le billet de 50 F, gagné dans les réseaux économiques souterrains est une embellie inespérée qui permet de pallier une coupure d'électricité. Chaque gain monétaire, si minime soit-il, représente un véritable mausolée dans un contexte de pénurie où chaque administration est créancière à terme.

#### *Autre valeur étalon : acheter des meubles avec ou sans crédit.*

Alors, si la bourse reste pleine, prendre son courage à deux mains, faire un retrait à la caisse d'épargne, passer prendre un costume d'occasion à la Croix Rouge, et foncer tête baissée et enfants à la main chez Conforama pour s'acheter à crédit une chambrée, une cuisinière, un salon et une chauffeuse.

Au cas où le commerçant flairerait la pauvreté, se rabattre sur un congélateur 400 litres, avec ou sans crédit. Le logement est souvent vide, et il faut bien le remplir, c'est une grande richesse : il assure protection et chaleur pour l'hiver. Parfaitement tenu, équipé de gadgets modernes, meublé de salles à manger, cuisines, chambres à coucher entières que l'on change périodiquement, le même logement est une autre richesse qui consacre une valeur sociale de dignité, de propreté. Mais se meubler n'empêche pas les poursuites administratives et judiciaires pour non paiement de loyers qui viennent en concurrence avec les équipements mobiliers. La menace d'expulsion peut devenir lourde dans les décisions budgétaires. Son efficacité dépend du rapport de forces entre les citadins et les institutions. Il y a également la pression des institutions qui, selon les aides, selon les lieux et selon les personnes, peuvent exiger

la quittance de loyer à l'appui d'une demande. L'assistante sociale qui instruit les dossiers d'allocations mensuelles demande cette quittance. Sans même parler de l'allocation logement. Il y a également dans les motifs de paiement du loyer des affirmations d'indépendance : « *je paie mon loyer, donc je ne dois rien à personne, personne n'a de droit de regard sur moi ou sur ma famille* ».

Mais le paiement du loyer est directement lié à l'équipement du logement et en particulier aux meubles. Dès l'origine des cités, le problème des meubles s'est posé. Les citadins arrivaient d'habitats anciens ou improvisés, avec peu de meubles ou des meubles de fortune. Ils se sont retrouvés dans des espaces carrés et vides qui appellent le meuble. Ils se sont endettés pour acheter le séjour, les chambrées, la cuisine. Et d'emblée ils ont dû rembourser. Ceux qui ont pu payer les meubles ont pu aussi payer le loyer. Car les huissiers sont venus, pour les meubles comme pour le loyer. Ils ont noté le séjour, la chambrée et la télé. Et cela suffisait. Les meubles sont devenus un signe de richesse, une obligation à payer le loyer. Qui a du meuble doit payer. La présence de vieux meubles insaisissables parce que sans valeur, signifie à la fois que l'on n'est pas riche et que l'on ne paie pas son loyer. La barrière entre les pauvres et les plus pauvres est donc nette. C'est aussi une barrière qui freine la mobilité sociale. Celui qui a un peu plus de disponibilités financières et qui voudrait acheter des meubles ne le peut pas parce qu'il devrait en même temps payer son loyer. Cela ne l'empêchera pas de faire des travaux, de rénover son logement, mais il n'achètera pas de meubles. Ainsi les meubles seront fréquemment vendus, échangés, monnayés contre services. Ils circulent dans les cités aussi vite que les individus et deviennent de l'argent, et plus que de l'argent, une valeur de mesure et d'équivalence vis-à-vis d'autres objets échangés.

#### *Téléphone, congélateur.*

Si des arriérés de loyer peuvent être partiellement réglés, c'est bon signe, il reste encore de l'argent liquide, il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier, et il faut penser

à éponger la facture de téléphone, posé très rapidement, souvent dès l'installation dans la cité ou dès les premières bouffées d'oxygène. Dans une cité de 80 logements, une quinzaine de téléphones sont installés — pas nécessairement chez les plus aisés — pour appeler le médecin, le taxi ou des amis. Le paiement du téléphone, comme l'électricité, suivra la courbe des ressources et des relations amicales ; coupé, rebranché, coupé, rebranché, tel est son sort. Le taxi comme le téléphone, la chaîne hifi comme le congélateur, sont des objets pratiques que l'on juge utile et agréable de posséder et d'utiliser. Prendre le taxi une fois par semaine pour acheter ses grosses courses alimentaires est une vieille pratique ; pour se ravitailler, l'on n'hésite pas à la dépense ; posséder un ou deux congélateurs, c'est le signe que les placards alimentaires sont pleins et que l'on peut encore accumuler du consommable. La crainte de voir les réserves se vider et de se retrouver sans rien renforce cette crispation sur le congélateur comme ultime objet d'accumulation. Mais qui veut un congélateur doit payer son électricité régulièrement pour éviter la catastrophe ; congélateur et chaîne hifi sont des petits frères de l'EDF, ils contraignent à payer sa note !

#### *Refaire son logement et réparer.*

Il reste encore quelques rappels à percevoir et la Caisse d'épargne n'est pas totalement vide. Alors, poser du papier peint, du linoléum. Repeindre le couloir. Poser une serrure, une vitre. Réparer une mobylette, un aspirateur, un transistor. Le bricolage généralisé donne lieu à des échanges entre ceux qui savent faire et ceux qui ne savent pas, ceux qui ont des outils et ceux qui ont de l'argent. Il s'agit d'échanges dans la cité, mais qui sont créateurs de richesse.

Pascal est un spécialiste des portes et des serrures. Il pose des serrures et des verrous mais il fait également des blindages avec des plaques de tôle. Il est connu pour cela, bien qu'il ne soit pas serrurier de formation. S'il vous manque une clef, il vous en trouvera une. Il fait plusieurs travaux de ce type chaque mois, bien que ce ne soit absolument pas vital pour lui, et il demande de l'argent, le prix des matériaux, plus une somme

assez modique pour lui, en fonction du temps passé. Il se déplace avec sa caisse à outils.

Il y a Pierre. Ce n'est pas un très bon peintre, mais il rend facilement service et sera content si vous lui offrez à manger, et un peu de nourriture à sa femme pour le soir ; vous lui glisserez la pièce. Plusieurs femmes seules ont eu recours à lui pour lessiver et repeindre.

Un autre homme fait du papier peint et du lino. La journée est à 100 F. Il travaille bien et de nombreuses personnes font appel à lui, achètent des rouleaux de papier au rabais en pensant qu'il viendra les poser. Il pourrait même travailler à l'extérieur, mais il n'a pas de contacts. S'activer au second œuvre de son logement est un signe incontesté de considération sociale ; s'occuper des petits, rentrer à l'heure, refaire son papier peint ; c'est l'image de l'homme qui travaille bien et qui mérite reconnaissance dans le quartier.

#### *Caravane et jardinage.*

Les plus riches, dans les cités de transit, — pardonnez-nous l'expression — peuvent louer un jardin, hors de la cité, acheter des graines, faire des tomates et des poireaux et entretenir ainsi une culture potagère. Derrière la mobylette, la carriole servira à emmener des jeunes de la cité au ramassage et au jardinage. Puis, la carriole chargée de légumes, ils reviendront faire du porte-à-porte au nez et à la barbe des commerçants. Mieux encore, au fond du jardin, certains se construiront des cages à lapins et un enclos pour les poules et peut-être, un jour, un vieux rêve se réalisera : acheter une caravane d'occasion, l'installer dans le jardin, pour entreposer le matériel et aller avec femme et enfants le week-end dans cette sorte de résidence secondaire où les amis seront invités. L'ultime achat, signe de richesse, sera la voiture qui roule et que l'on utilise fréquemment. Des voitures immobilisées sur les trottoirs ou dans les garages ne manquent pas dans ces cités. Le parc automobile est de 10 à 15 voitures et ne sert qu'exceptionnellement ; elles attendent simplement quelques litres d'essence pour sortir, principalement les lendemains des rappels et la veille des fêtes. Entre l'essence et l'assurance, il est difficile de

faire un choix, l'assurance ne fait pas avancer une voiture, l'essence lui suffit, ce qui explique partiellement le nombre conséquent d'individus roulant quelques heures par semaine, pour faire petites courses et courtes ballades, sans assurance aucune.

#### *Dépenses somptuaires.*

Quelquefois la cité s'enflamme, des dépenses somptuaires les plus folles déclenchent l'indignation des travailleurs sociaux acharnés à maintenir un fragile équilibre budgétaire et qui voient cet équilibre détruit par une dépense invraisemblable, un robot ménager à 1 000 F ou une ménagère en argent, achetée à crédit. Sans parler de l'homme qui grille sa paie, en une soirée, dans cinq bistrots, pour épater les copains. Mais ces dépenses peuvent être rentables socialement, si elles permettent à son auteur de se faire une place dans la cité, de consolider cette place et elles seront rentables par la suite lorsqu'on lui rendra la monnaie de sa dépense. Les fêtes et les cérémonies, les invitations et les cadeaux, sont de bons indices de la valeur sociale des consommations. Celui qui dépense pour des fêtes dont les autres citadins sont exclus, sacrifie à cette force centrifuge qui l'écarte de la cité. Mais celui qui invite des citadins, les convie, leur offre des cadeaux ou les régale, investit en même temps dans la cité, pour le meilleur et pour le pire. Or ce ne sont pas systématiquement les plus riches qui investissent dans un sens et les plus pauvres dans l'autre. Tout est question de mesure, de proportion. La moindre fête élève celui qui l'offre. Il invitera plus pauvre que lui, pour mieux s'en distinguer, mais pas trop pauvre pour ne pas dégoûter plus riche que lui, qu'il invite aussi pour s'en rapprocher. Celui qui n'invite pas, c'est celui qui n'a pas plus pauvre que lui sous la main, ou celui qui n'a pas plus riche que lui dans la cité.

#### *L'économie de survie.*

Dans ces pratiques économiques autour d'une hiérarchie de dépense, nous arrivons avec la caravane, la voiture, le mobilier

neuf, à une espèce de plafond de perception économique au-dessus duquel les individus ne savent plus très bien comment l'on peut vivre. De quel habitat rêvent-ils ? D'une petite maison indépendante, tout près de la cité, à tout petit loyer, à chauffage à bois/charbon, avec un potager et un propriétaire tolérant quelques retards de loyer. Il y a bien sûr une connaissance de l'échelon supérieur dans la hiérarchie sociale : c'est l'ouvrier que l'on appellera souvent Monsieur, surtout s'il est qualifié ; on imagine mal ce qu'il peut faire d'un salaire fixe et continu. Très rapidement la méconnaissance et le détachement interviennent dans ce qui apparaît si loin de la réserve alimentaire et du remplissage du ventre. L'économie de survie est une autre prévoyance où l'accumulation diffère de degrés. La survie consiste à repérer et à manier d'autres objets d'accumulation. L'absence d'argent, sa rareté obligent à se replier sur d'autres valeurs-objets, à créer des valeurs d'échanges, à anticiper des flux monétaires, à se comporter « comme si » l'argent était là, « comme si » l'argent allait venir. C'est dans ce mouvement que peuvent se construire et se croiser des valeurs étalons, afin de faire circuler les objets, les biens, les dettes, la monnaie, les services, l'entraide.

Bien entendu, cette circulation des valeurs dépend étroitement de l'état de richesse générale de la cité, mais les valeurs étalons existent justement pour encaisser les chocs économiques brutaux, pour raccourcir les périodes d'étranglement, pour amortir les menaces institutionnelles.

### *Les bons du BAS.*

Nous avons touché quelques points économiques ne subissant que peu de fluctuations et qui sont des références « invariables » aux yeux des citoyens. Ces étalons n'empêchent pas quelques oscillations de valeur mais ils fixent un critère: Il en va ainsi des bons alimentaires du Bureau d'Aide Sociale qui, au-delà de leur fonction première, deviennent une monnaie d'échange entre citoyens.

La propriété particulière de ces bons est qu'ils peuvent être échangés à tout moment sans rien perdre de leur valeur nominale. C'est une valeur solidement établie dans la cité ; on

trouve toujours un citoyen désireux de racheter ces bons qui servent d'argent pour toutes sortes d'échanges. C'est une monnaie locale aussi valable que l'argent et ce même lorsque la masse monétaire en circulation dans la cité est très faible. Encore plus : c'est une monnaie dont on est sûr qu'elle aura pour destination la nourriture. Il est utile d'en avoir dans sa poche. La solidité de la valeur des bons ne tient pas seulement à l'aspect alimentaire. Elle tient aussi à l'inscription au Bureau d'Aide Sociale qui ouvre l'accès à l'aide médicale gratuite ; elle tient encore à ce que l'enregistrement par le bureau confère une sorte de statut, celui de pauvre connu, reconnu, enregistré, officiel et nécessairement plus ou moins protégé. Mais la valeur des bons tient avant tout à leur caractère directement alimentaire et échangeable.

### *Les meubles.*

Franchir la barrière du vieux meuble délabré au meuble *Conforama* est un exercice périlleux et non dénué de risque. Nous avons vu que le meuble, signe de richesse, est saisissable en cas de non paiement de loyer, et constitue une véritable ligne frontière entre pauvre et plus pauvre. Le meuble est aussi une denrée échangeable : en cas de coup dur, on peut l'entreposer au garage en attendant des jours meilleurs, on peut le revendre six mois après l'achat pour revigorer l'économie familiale, on peut l'échanger contre l'hébergement et la protection que peut assurer un voisin. Les meubles sont une monnaie d'échange qui circule sans cesse dans les cités. C'est l'état d'urgence qui pousse l'échange du poste de radio contre cinq ou six repas, du chauffage électrique contre des bons alimentaires, des fauteuils du salon contre une mobylette, des sièges en osier contre des vêtements neufs et volés. Il en va ainsi des correspondances de valeurs, entre la réserve alimentaire et les bons, entre le loyer et les meubles, qui sont des correspondances créées par cette vie économique distendue.

### La rotation des dettes.

« On est en compte » précise Mme Lefrère pour expliquer qu'on lui doit trois sacs de patates et qu'elle doit 10 litres de lait à Mme Rembrandt, une bouteille de gaz au-dessus, une ardoise de 60 F chez le boucher et de 130 F chez le boulanger où elle n'ose plus mettre les pieds. Le fils Rembrandt lui doit 100 F de réparation de mobylette, la fille Carlé lui doit trois boîtes de sirop et des pilules. « Quand je lui apporte des pilules, elle ne va pas descendre à la poste pour 20 F, alors elle me les donne après, elle m'avance de la nourriture. » Mme Lefrère doit aussi lui rembourser les 350 F du camp de vacances organisé par l'éducateur, elle rembourse 70 F par mois sur 5 mois, si tout va bien ! De plus, l'hôpital lui réclame 273 F de soins pour l'hospitalisation de sa fille, les Assedic lui réclament un trop perçu de 850 F et le frigo se vide dangereusement.

Mme Rembrandt vient à nouveau de lui faire un scandale à propos des 10 litres de lait qu'elle lui doit. Peut-elle la faire attendre ? Non, au risque de ne pouvoir lui emprunter à nouveau. Peut-elle faire attendre les voisins du dessus pour le gaz ? Bien sûr, c'est l'une des premières fois qu'elle emprunte du gaz et, la prochaine fois, elle pourra emprunter des chaises qui lui manquent cruellement. Lorsque toute une vie l'on gère des dettes en des endroits différents et que l'on sait que ces dettes subsisteront *ad vitam aeternam*, elles se transforment en dettes positives, elles deviennent une masse monétaire supplémentaire qu'il faut traiter et faire tourner avec intelligence.

A l'image des agriculteurs qui travaillent une même terre par assolement pour conserver la fertilité du sol, les familles enchaînent successivement des dettes qu'elles éteignent pour mieux les ranimer. Mme Lefrère va obtenir du Bureau d'Aide Sociale 10 litres de lait pour les dix jours à venir, en fait, ils vont servir à rembourser Mme Rembrandt et il lui faudra emprunter dix autres litres de lait... à la Croix Rouge, par exemple. Les nouvelles dettes éteignent les anciennes et permettent d'en ouvrir de nouvelles en se modelant au gré des tolérances et des seuils d'exigence. Miracle ! le père Paul vient d'avoir un rappel d'allocation handicapé. Mme Lefrère va pouvoir lui emprunter pour rembourser boucher et boulanger, les

éducateurs et l'hôpital attendront, quant aux Assedic, ils feront choux blanc. Mieux vaut encore rembourser les éducateurs que l'on connaît personnellement plutôt que l'anonyme Assedic. Le remboursement ou le non remboursement consacrent souvent une alliance ou une rupture. La rationalité de cette alliance ou rupture n'est pas purement économique. Certes on remboursera plus systématiquement celui dont on a besoin, on rompra plus facilement avec celui dont on peut se passer. Mais on remboursera aussi celui dont on a besoin non pour ce qu'il prête mais pour ce qu'il est : un costaud, un informateur d'un autre réseau, une femme dont le mari travaille. L'obligation de rembourser n'est pas purement économique.

### Pour une réflexion sur la valeur.

Dans les situations de pauvreté économique, et *a fortiori* sans doute dans d'autres situations, ce n'est pas la seule utilité qui détermine la demande d'un objet mais aussi l'état général des alliances, des rapports de force et d'amitié, des réputations de chacun. Le prix qui s'attache aux choses échangées, le prix consenti ou ce qui a du prix aux yeux des citoyens ne s'exprime pas sous le terme générique de besoin pas plus qu'il ne relève de la seule analyse des valeurs d'usage. Un poste de télévision acheté 4 000 F pourra être péniblement revendu 800 F un mois plus tard, du fait de l'extrême faiblesse des revenus globaux de la cité. En ce sens c'est le facteur temps qui détermine la possibilité d'acheter et du même coup la valeur. Mais la revente se fait aussi à un prix très faible parce qu'elle permet d'éteindre une ancienne dette et de consolider une alliance. La cité de transit n'est pas une salle des ventes où la cotation des objets s'accomplit sous l'unique influence de la demande. De nombreux objets ont fait plusieurs fois le tour des appartements, ils tournent dans la cité comme tournent les familles qui se font héberger, trimestre après trimestre, chez des locataires bienveillants. Cette circulation crée la valeur, comme si en passant « entre quatre mains » les objets prenaient un poids différent, occupant un espace social large et imposant une autre morale économique et sociale.

L'observation des pratiques sociales nous enseigne qu'il n'y

a pas de rapport mécanique entre l'utilité et la valeur et qu'il n'y a pas une seule et unique mesure pour apprécier des ensembles d'échanges. L'anthropologie nous incite ainsi à saisir les plans multiples de la vie matérielle, qui se superposent mais ne coïncident pas sous l'effet de l'utilité. Repérer les articulations de ces plans revient à engager une phénoménologie de la consommation.

Jean-Luc LAÉ,  
Numa MURARD.